

SOMMAIRE DU RAPPORT

(Notes pour une allocution par le président au moment du dépôt du rapport au Sénat)

L'ampleur de l'endettement

En 1986, la dette extérieure des pays du Tiers monde s'élevait à un billion de dollars. Cette dette a été contractée par les pays en voie de développement auprès des banques commerciales, des gouvernements créanciers, du FMI, de la Banque mondiale et des banques régionales de développement. Plus de la moitié de ce montant - 566 milliards de dollars - a été empruntée par 57 pays débiteurs aux prises avec des problèmes de remboursement. Les deux tiers de ces mauvaises créances ont été consenties à des pays latino-américains, surtout par des banques commerciales des pays de l'OCDE. Les banques canadiennes à elles seules ont prêté au-delà de 27 milliards de dollars canadiens à des pays qui ont maintenant de la difficulté à honorer leurs obligations. Cet état de chose explique les pertes des banques commerciales des pays créanciers et met rudement à l'épreuve le système financier international. Une autre composante du problème est l'endettement des pays en voie de développement envers les gouvernements créanciers. Qualifiée de « dette publique », cette dette pèse lourdement sur bien des pays à faible revenu, en particulier ceux de l'Afrique subsaharienne.

La crise de mauvaises créances s'aggrave à mesure que diminue la capacité de remboursement de nombre de pays débiteurs. L'endettement du Tiers monde est un problème grave, complexe et inquiétant, autant pour les pays en voie de développement que pour les pays industrialisés.

Un problème d'une telle envergure ne peut être ramené à des proportions raisonnables qu'au prix d'efforts concertés de la part des principaux intervenants concernés, notamment les pays débiteurs, les institutions financières internationales, les banques commerciales et les gouvernements créanciers.

Les pays débiteurs

Depuis la crise mexicaine de 1982, bien des pays débiteurs à revenu intermédiaire ont été contraints d'adopter des réformes budgétaires et monétaires pour obtenir de nouveaux fonds du FMI et des banques commerciales. Même si ces accords internationaux ont empêché le système financier international de s'effondrer, le fardeau de la dette des pays débiteurs en difficulté n'en a pas pour autant diminué. Cette situation a suscité des réactions de plus en plus fermes de la part de nombreux pays débiteurs, victimes de bouleversements économiques et sociaux. Quoi qu'il en soit, si ces pays veulent améliorer de façon durable la gestion de leur écono-